



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

*Seul le texte prononcé fait foi*

Assemblée générale  
65<sup>ème</sup> session

**Réunion de haut niveau  
de l'Assemblée générale des Nations Unies sur  
le VIH/Sida**

Déclaration de la Suisse

prononcée par  
M. Martin Dahinden  
Secrétaire d'Etat

Mission permanente de la Suisse  
auprès des Nations Unies

New York, le 09 juin 2011

La lutte contre le VIH/Sida restera une priorité pour la Suisse sur le plan national mais aussi dans la coopération internationale. Mon pays se réjouit du consensus trouvé pour une nouvelle déclaration conjointe sur le VIH/Sida et remercie le Secrétaire général de son excellent rapport. Nous apprécions les données récoltées et soutenons les recommandations qui y figurent. Certains résultats sont encourageants, néanmoins, nous constatons que si l'épidémie s'est globalement stabilisée, les taux d'infection dans certains pays continuent d'augmenter. Des défis majeurs persistent notamment dans les domaines intimement liés à la prévention et à la protection des droits humains. L'homophobie, les lois punitives à l'égard des personnes vivant avec le VIH/Sida et la violence sexiste sapent toujours plus les efforts déployés pour élargir l'accès des populations clés aux services liés au VIH.

La lutte contre la discrimination et la stigmatisation est primordiale. C'est aussi valable en Suisse où nous prenons des dispositions concrètes pour mieux combattre ces conduites. De même, au niveau international, des groupes-clé - comme les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleurs/euses du sexe, les consommateurs-trices de drogues par injection, les transsexuels et les adolescent(e)s - n'ont pas accès à l'information, à la prévention, aux traitements, aux soins et à l'accompagnement relatifs au VIH.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner l'expérience positive de la Suisse avec les consommatrices et les consommateurs de drogues par injection, grâce notamment à sa pratique de la réduction des risques. La diminution d'infections dans ce groupe montre aussi qu'il est primordial d'inclure les personnes directement concernées par le VIH/Sida dans la recherche de solutions. Nous encourageons d'autres pays à s'engager pour la réduction des risques et l'inclusion de ce groupe-clé afin que ces pratiques se généralisent.

La Suisse s'engage dans ses programmes, dans différents fora et à différents niveaux à ce que la promotion et la protection des droits humains, y compris ceux liés à la santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'à l'égalité des sexes soient au cœur de toute action de lutte contre le VIH/Sida. Les personnes concernées doivent avoir le pouvoir de décider elles-mêmes de l'avenir de leur santé sexuelle et reproductive. Les facteurs économiques, sociaux, culturels et juridiques, par exemple, qui refusent aux femmes et aux filles leurs droits fondamentaux doivent être éliminés. A cet effet, nous souhaiterions souligner le rôle crucial des hommes et des garçons en matière de santé sexuelle et reproductive, et de lutte contre le VIH. La violence contre les femmes et les filles de même que l'homophobie doivent être proscrits par une législation vigoureusement appliquée. Notons aussi l'importance du respect et de la protection des droits de millions d'enfants et d'adolescent(e)s affectés et infectés par le VIH. Les jeunes n'ont souvent pas accès à l'éducation sexuelle et à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés à leurs besoins spécifiques.

La Suisse a accru ses efforts dans la prévention et dans le lien entre VIH et santé sexuelle et reproductive. Par le passé, la prévention s'adressait tout particulièrement aux personnes séronégatives. On constate désormais qu'il est essentiel d'adopter des stratégies de prévention basées sur des connaissances éprouvées qui promeuvent une responsabilité partagée pour la protection de la santé sexuelle des personnes affectées.

L'accès aux médicaments reste un défi majeur sur l'échelle mondiale. Il est primordial de constituer des partenariats stratégiques entre les différents secteurs et acteurs afin de garantir un accès non-discriminatoire pour tout le monde aux services de santé de base et aux médicaments. Malgré les multiples conflits d'intérêts possibles, le secteur privé prend toujours plus conscience de sa responsabilité sociale globale dans le secteur de la santé, ce qui offre de nouvelles possibilités de coopération. La communauté de brevets pour les médicaments, par exemple, nous paraît à cet égard une initiative intéressante.

Au niveau national, le VIH reste un thème majeur de la santé publique suisse puisqu'en 2010, au moins 20'000 personnes en étaient atteintes, et que chaque année, 600 à 800 personnes sont diagnostiquées séropositives, principalement dans les groupes à risque. De plus, le nombre de nouveaux diagnostics de VIH est plus élevé que le nombre de décès causés par le VIH, grâce aux thérapies et à la pratique de la réduction des risques. Par conséquent, le nombre de personnes séropositives ayant besoin de soins médicaux est en augmentation régulière, avec de nouveaux défis liés au vieillissement et aux thérapies à long terme. D'autres infections sexuellement transmissibles représentent aussi un problème de santé publique. Elles sont en constante progression et comportent un danger de coïnfection avec le VIH.

Notre Programme national prolonge 25 années de travail de prévention du VIH en Suisse, auquel s'ajoute désormais la prise en compte d'autres maladies sexuellement transmissibles, ce qui permet une intégration de la prévention de ces maladies dans les structures de la prévention du VIH existantes.

Depuis sa découverte le VIH a fait plus de 25 million de victimes. La réponse internationale a été massive, mais la mobilisation doit se poursuivre. Les organisations internationales majeures dans la lutte contre le VIH/Sida que sont l'OMS, ONUSIDA et le Fonds mondial ont toutes récemment mis en place de nouveaux outils et stratégies en réponse au VIH comme la stratégie ONUSIDA 2011-2015, la stratégie OMS de lutte contre le VIH/SIDA 2011-2015, la nouvelle stratégie du Fonds mondial ou encore la stratégie du Programme alimentaire mondial. La Suisse tient ici à rendre un hommage particulier au rôle catalyseur de l'ONUSIDA, ainsi qu'aux efforts déployés par ses 10 coparrains et par de nombreux autres acteurs pour riposter de manière efficace à la pandémie. Nous saisissons cette occasion pour rappeler que les différents rôles et responsabilités doivent être partagés, notamment en ce qui concerne le soutien de l'ONUSIDA aux processus découlant des financements importants du Fonds mondial, et que l'ensemble des actions doivent être coordonnées afin d'apporter des solutions durables aux défis qui restent à relever.

Pour conclure, la Suisse souhaite renouveler son plein soutien à la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement de 2001, de la déclaration politique sur le VIH/Sida de 2006 et de celle que nous allons adopter à la fin de cette réunion de haut niveau.

Je vous remercie.